

Plus que jamais pour une école émancipatrice et inclusive !!!

Monsieur l'Inspecteur d'Académie,

Suite aux évaluations nationales de début d'année, le ministère a fait part de son inquiétude quant aux résultats de celles-ci tant les écarts sont importants entre les élèves. Quelle surprise !!! Plutôt quel cynisme ! Car, personne ne conteste l'inégalité du système éducatif français, l'un des systèmes le plus injuste d'Europe qui persiste à maintenir un élitisme en dépensant, par exemple, 45 fois plus pour les élèves de classe prépa que pour ceux du REP. Aussi les réponses apportées censées réduire les injustices sont particulièrement déconcertantes. Déconcertantes parce que les travers pédagogiques des groupes de niveau sont connus : stigmatisation des élèves en difficulté, ségrégation des savoirs avec des tâches simples et répétitives pour les élèves en difficultés... Comme à l'accoutumée, le ministre lance des pistes peu sérieuses. Qui peut croire que l'éventualité d'un retour des classes de niveau, du redoublement et de la suppression du collège unique, répondent à la problématique des inégalités scolaires et sociales ? Bouger sans cesse, donner l'illusion du mouvement pour que... rien ne change vraiment !

Ce sinistre choix se manifeste aussi au travers du projet de loi de finances 2023 (article 53) qui acte une réforme systémique de l'organisation de l'école inclusive. Les PAS « pôles d'appui à la scolarité » vont se substituer aux PIAL avec pour conséquence une dégradation des conditions de travail des personnels et un accompagnement encore plus limité pour les élèves relevant de la MDA puisque dorénavant l'éducation nationale aurait la main sur la quotité horaire d'accompagnement en AESH !

La journée du 20 novembre pour les droits des enfants a été l'occasion de revenir sur les inégalités d'accès à l'école pour les élèves allophones et les élèves en situation de handicap, mais aussi sur les violences que subissent les élèves mal logés ou sans logement fixe. L'augmentation de la précarité, renforcée par le contexte d'inflation actuel, jette à la rue de plus en plus de familles. L'Éducation nationale a un rôle essentiel à jouer pour assurer un accompagnement social pour les familles en difficultés. De même, l'Éducation nationale a un rôle à jouer dans la protection des enfants contre les violences sexuelles et sexistes. Alors que les chiffres sont alarmants, que fait l'Éducation nationale ? Que fait l'éducation nationale pour assurer la protection et l'accompagnement des victimes par des prises en charge internes et par les personnels du médico-social ?

Enfin, nous tenons à revenir sur le nouveau coup de semonce du 13 octobre dernier et rappeler que les polémiques stériles aux relents racistes comme celle sur l'abaya à la rentrée, n'ont pour buts que de créer des écrans de fumée et banaliser les idées des extrêmes droites. Nous condamnons toutes les idées réactionnaires et les intégrismes religieux. Pour Sud Éducation ces polémiques attisent les tensions et nous mettent tous en danger. Alors ne laissons pas les forces réactionnaires (à l'image des parents vigilants) distiller le venin de la division et du racisme.

L'éducation nationale ne devrait jamais se détourner de son objectif premier à savoir donner les moyens à l'ensemble de la profession pour transmettre des savoirs et cesser de réagir au gré de l'actualité. Si les propos antisémites, racistes doivent être fermement condamnés il n'en demeure pas moins que l'ensemble des élèves a surtout besoin d'accéder aux savoirs et à l'histoire ; depuis la réforme Blanquer, les heures d'histoire-géographie en lycée professionnel ont été réduites à 45 minutes.

Monsieur l'inspecteur d'académie, il est grand temps de donner les moyens à l'école de remplir son rôle émancipateur en permettant à toutes et tous de maîtriser les savoirs, puisants antidotes à l'obscurantisme et facteurs d'émancipation.